LICENCE EN DROIT ÉCONOMIE GESTION
MENTION DROIT
1^{er} NIVEAU
SESSION 1 - SEMESTRE 2
GROUPE DE COURS N° 4
Monsieur AZEMA
HISTOIRE DES INSTITUTIONS
MARDI 10 AVRIL 2018
8h30

Aucun document autorisé

Vous commenterez au choix soit le texte n°1, soit le texte n°2:

Texte 1 : Bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII (18 novembre 1302)

L'Eglise est Une, sainte, catholique et apostolique ; voilà ce que nous devons croire et garder d'un foi ardente ; et nous croyons fermement et confessons simplement qu'en dehors d'elle il n'y a ni salut ni rémission des péchés (...) et cette église représente le corps mystique, ce corps dont la tête est le Christ, à la vérité Dieu du Christ, et dans cette église il n'est qu'un Seigneur, qu'une foi, qu'un baptême (...) Et de cette Eglise une et unique, il n'y a qu'un seul corps, qu'une seule tête, et non deux têtes, comme un monstre : c'est le Christ, et le vicaire du Christ Pierre, et le successeur de Pierre, puisque le Seigneur a dit à Pierre : « Pais mes brebis ». « Mes », a-t-il dit, et de manière générale, et non pas spécialement celles-ci ou celles-là, par quoi nous comprendrons que toutes ont été confiées (...) Dans ce pouvoir lesdits évangiles nous instruisent qu'il y a deux glaives, le spirituel et le temporel (...) Certainement, celui qui nie que le glaive temporel est dans la puissance de Pierre interprète mal la parole du Seigneur qui proclame : « Remets ton glaive au fourreau ». Donc les deux glaives, temporels aussi bien que spirituel, sont en la puissance de l'Eglise, mais celui-là est pour l'Eglise, celui-ci par l'Eglise, le second par le prêtre, le premier par la main des rois et des chevaliers, mais à la volonté et à la permission du prêtre. Il faut donc que le glaive soit sous le glaive, que l'autorité temporelle soit sujette à la puissance spirituelle. L'apôtre n'a-t-il pas dit en effet : « Il n'y a pas de puissance si ce n'est Dieu, et celles qui ont été établies l'ont été par Dieu ? » Les choses ne seraient donc pas dans l'ordre, si le glaive n'était pas sous le glaive (...) Il faut que la puissance spirituelle l'emporte sur la temporelle et par en dignité et par en noblesse (...) La vérité en effet en atteste : c'est au pouvoir spirituel à instituer le pouvoir terrestre, et à le juger s'il n'a pas été bon. Ainsi à propos de l'Eglise et de la puissance ecclésiastique se vérifie la prophétie de Jérémie. « Voici que je t'ai établi aujourd'hui sur les peuples et les royaumes », etc. Ainsi donc, si le pouvoir terrestre dévie, il sera jugé par le pouvoir spirituel, et si un pouvoir mineur dévie, il le sera par son supérieur. Si à la vérité le pouvoir spirituel supérieur (vint à dévier), c'est par Dieu seul qu'il pourra être jugé, non par un homme, comme en témoigne l'Apôtre (...) Ce pouvoir (spirituel) est tel, bien qu'il ait été donné à un homme et qu'il soit exercé par un homme, qu'il n'est pas humain mais participe plutôt à la divine puissance : il a été confié à Pierre par la bouche divine, et lui et aussi à ses successeurs dans le Christ même (...), en disant à Pierre : « tout ce que tu lieras, etc. » Donc, quiconque résiste à cette autorité

ainsi établie par Dieu résiste à l'ordre de Dieu : il imagine alors deux principes, comme Maniché, ce que nous jugeons faux et hérétiques.

Texte 2 : La catholicité du roi : arrêt Lemaistre (28 juin 1593), Recueil général des anciennes lois françaises depuis 420 jusqu'à la Révolution de 1789, Paris, 1829, p.71

La cour, sur la remontrance ci-devant faite à la cour par le procureur général du roi, et la matière mise en délibération, la dite Cour, toutes les chambres assemblées, n'ayant, comme elle n'a jamais eu, autre intention que de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine et l'Etat et Couronne de France, sous la protection d'un roi Très-Chrétien, catholique et français, a ordonné et ordonne que remontrances seront faites cet après-dîner par maistre Jean Lemaistre président, assisté d'un bon nombre de conseillers en ladite-cour, à Monsieur le lieutenant-général de l'Etat et Couronne de France, en présence des princes et officiers de la Couronne en la main des princes et princesses étrangers ; que les lois fondamentales de ce royaume soient gardées, et les arrêts donnés par ladite cour pour la déclaration d'un roi catholique et français seront exécutés ; et qu'il y ait à employer l'autorité qui lui est commise pour empêcher que sous prétexte de religion (la Couronne) ne soit transférée en main étrangère, contre les lois du royaume et pouvoir plus promptement que faire se pourra au repos et au soulagement du peuple, pour l'extrême nécessité en laquelle il est réduit et néanmoins dès à présent ladite cour déclare tous traités faits et à faire ci-après pour l'établissement de prince ou princesse étrangers, nul et de nul effet et valeur, comme faits au préjudice de la loi salique et autres lois fondamentales de l'Etat.